


Delphine Dumény  
Emmanuel Versini

*L'essentiel*  
de  
**L'Expertise**  
**judiciaire**

 *Gualino*

lextenso éditions

**Présentation****3****1****L'expert judiciaire, un collaborateur  
occasionnel de la justice****Chapitre 1 – Le cadre et l'essence de l'expertise judiciaire :  
la justice****17****1 – Rappel des grands principes et valeurs gouvernant la justice  
en France****17****■ Les principes fondamentaux****18**

a) L'accès à la justice pour tous

**18**

b) Le droit à un procès équitable

**18****■ Une mission fondamentale de service public****19**

a) Des grands principes d'organisation

**20**

b) Des principes de fonctionnement

**20****■ La justice : une autorité gardienne des libertés individuelles et de l'état  
de droit****20**

<b>2 – L'organisation judiciaire et les principes directeurs de l'instance</b>	<b>21</b>
■ Une organisation duale et hiérarchique	21
a) Une dualité juridictionnelle	21
b) Une organisation hiérarchisée	22
■ Les principes directeurs de l'instance	24
a) Les principes communs	25
b) Les principes propres à chaque procédure	25
<b>Chapitre 2 – L'expert judiciaire, un auxiliaire de la justice</b>	<b>27</b>
<b>1 – Définition et caractères généraux de l'expertise judiciaire</b>	<b>27</b>
■ Des définitions à géométrie variable	27
a) Définitions judiciaires et textuelles	28
b) Définition du Conseil national des Compagnies d'Experts de Justice	28
■ Les caractères généraux de l'expertise judiciaire	29
a) Le régime commun aux différentes mesures ordonnées par le juge	29
b) Les éléments de définition de l'expertise judiciaire	30
<b>2 – Le statut de l'expert</b>	<b>30</b>
■ Un collaborateur occasionnel de la justice et un prestataire de service	31
a) La conception des hautes juridictions judiciaires et administratives	31
b) La conception de la Cour de justice de l'Union européenne	31
c) Une qualification protégée	31
■ La qualité d'expert judiciaire : serment et inscription	31
a) La prestation de serment	32
b) L'inscription sur une liste ou un tableau d'experts	33
■ Les déontologies	37
a) Les règles déontologiques édictées par le CNCEJ	37
b) Les initiatives locales	38
c) Les règles propres à chaque profession	39
d) La nécessité d'un code de déontologie	39

■ <i>La discipline</i>	39
a) Les autorités de tutelle et les poursuites	39
b) Une procédure contradictoire	40
c) Une échelle des peines	40

## **Chapitre 3 – Le Juge et le recours à l'Expertise** **43**

### **1 – L'administration de la preuve et les mesures d'instruction** **43**

■ <i>Une administration de la preuve encadrée</i>	44
a) La charge de la preuve	44
b) Le droit de la preuve	45
c) L'indispensable respect des grands principes dont l'égalité des armes, la loyauté et la sincérité des preuves	46
■ <i>Le rôle moteur du juge dans la recherche de la vérité au moyen des mesures d'instruction</i>	48
a) Le rôle central du juge	48
b) Les mesures d'instruction, élément de la décision	50
c) Un large éventail de mesures techniques pour parvenir à la manifestation de la vérité judiciaire	51
d) Les expertises judiciaires et mesures associées	51

### **2 – Une contribution à l'œuvre de justice** **52**

■ <i>Une décision pesée</i>	52
a) L'obtention d'un avis technique indiscutable	52
b) Mais pas à n'importe quelles conditions	53
■ <i>Le choix de la mesure la plus opportune</i>	54
a) L'autonomie du magistrat	54
b) La mesure la plus adaptée	54
c) Une décision discrétionnaire mais obligatoirement motivée prise par un juge	58
■ <i>Une mission détaillée et évolutive</i>	58
a) Une mission définie de manière aussi précise que possible par le juge mandant	58
b) Une mission adaptable à l'évolution du litige	60

<b>3 – Une mission confiée à un technicien</b>	<b>64</b>
■ <i>La présomption de compétence</i>	64
a) Un choix relatif	64
b) Une appréciation discrétionnaire du juge quant à la personne de l'expert	65
■ <i>Un expert seul ou en collègue</i>	65
a) L'unicité de l'expert	65
b) La collégialité à titre exceptionnel	66
■ <i>L'impartialité comme fil conducteur</i>	66
a) Un principe commun à toutes les juridictions	66
b) Le refus de la mission et la récusation	66
c) L'indépendance	67

## 2

## L'expertise judiciaire, une contribution à l'œuvre de justice

<b>Chapitre 4 – Le déroulement des opérations d'expertise</b>	<b>71</b>
<b>1 – La phase préliminaire</b>	<b>71</b>
■ <i>La saisine de l'expert par la réception de la mission et des pièces</i>	71
a) La notification de la décision	71
b) La mise à disposition des pièces par la juridiction	72
■ <i>L'acceptation de la mission</i>	72
■ <i>La prestation de serment</i>	73
■ <i>La consignation et les aspects financiers</i>	74
a) La fixation de la provision et le début des travaux	74
b) L'obligation des parties	74

<b>2 – La phase opérationnelle</b>	<b>75</b>
■ <i>L'accomplissement personnel de la mission et l'assistance de tiers</i>	75
a) L'accomplissement personnel de la mission	75
b) Le recours à un sapiteur	76
c) La possible délégation de tâches matérielles	76
■ <i>Le respect du principe du contradictoire</i>	77
a) Au stade des convocations	77
b) Au cours des accredits	79
c) Lors de l'échange des pièces	80
d) Lors de la restitution	81
■ <i>L'obligation de procéder loyalement aux opérations d'expertise</i>	82
a) Des informations légitimement recueillies	82
b) Un expert tenu au secret	82
■ <i>Le respect des délais impartis</i>	82
a) Une obligation absolue	82
b) Des délais à l'appréciation réaliste du juge	83
c) La vigilance nécessaire de l'expert	83
■ <i>La grande latitude de l'expert au plan technique</i>	84
a) Quant aux investigations	84
b) Quant aux pièces	85
c) Quant aux réunions	85
■ <i>L'Expert dans ses relations avec les parties et leur conseil</i>	86
a) Les devoirs de l'expert	86
b) La protection de l'expert	87
<b>3 – La phase rédactionnelle</b>	<b>87</b>
■ <i>Un indispensable langage commun</i>	87
a) Une langue comprise de tous	87
b) L'adaptation du langage technique par l'expert	88
c) Le langage juridique, seul langage de la justice	88

■ <i>Les comptes-rendus, document de synthèse, prérapport et rapport d'étape</i>	88
a) Enjeu et réflexions	89
b) Une pratique de plus en plus répandue	90
c) Des évolutions législatives au nom de l'égalité des armes	90
■ <i>L'établissement d'un rapport définitif</i>	91
a) Les principes	91
b) L'unicité du rapport	92
c) Contenu et recommandations	92
d) Le sort des observations des parties	94
e) Les annexes	95
f) La signature	96
■ <i>Le dépôt et la communication</i>	96
a) Le dépôt au greffe	96
b) La dématérialisation	97
c) Le dessaisissement de l'expert	98
■ <i>Le procès-verbal de carence et le rapport en l'état</i>	99
<b>4 – La restitution orale</b>	<b>99</b>
■ <i>L'interprétation</i>	99
a) Un corollaire du principe du contradictoire	99
b) Un régime propre	100
■ <i>La reconstitution criminelle</i>	101
■ <i>Le témoignage oral</i>	101
■ <i>Le complément d'expertise oral</i>	102
a) Devant les juridictions administratives	102
b) Devant les juridictions civiles	102

<b>Chapitre 5 – Le juge et l’expertise judiciaire</b>	<b>103</b>
<b>1 – Une mission technique réalisée sous l’autorité du juge régulateur</b>	<b>103</b>
■ Une collaboration suivie et confiante avec l’autorité judiciaire	103
a) Le juge mandant	104
b) La création du juge chargé de contrôler l’exécution des mesures d’instruction	104
■ Une recherche commune de l’efficience de la mesure	106
a) Quant aux parties	106
b) Quant au calendrier	106
c) Quant à la mission	107
d) Quant aux investigations nouvelles à réaliser	107
■ Les modalités du suivi de la mesure	107
a) L’expert doit rendre compte	107
b) La réactivité du juge	108
<b>2 – Le contrôle du respect des principes directeurs et les sanctions</b>	<b>109</b>
■ Le respect des grands principes procéduraux dans l’attitude de l’expert	109
■ Le juge gardien du temps de la procédure	109
a) Le juge chargé de veiller à la conduite rapide du procès	110
b) Le juge, allié de l’expert	110
■ Le magistrat garant du coût de la mesure d’instruction	111
a) Le coût de la mesure : une préoccupation de l’expert	111
b) Un contrôle judiciaire en cours de mesure	111
c) Une rémunération proportionnée à l’utilité du travail expertal	112
d) Une rémunération déterminée au terme d’une procédure contradictoire de taxation (hors certification)	115
e) Une rémunération mise à la charge d’une partie	116
f) Le recouvrement	116
<b>3 – Un travail de qualité exempt de critique</b>	<b>117</b>
■ Un travail exhaustif et de qualité	118
a) Un possible complément d’explications	118
b) Le recours à une contre-expertise	119



■ <i>La nullité de l'expertise</i>	119
a) Le régime des nullités en procédure civile	119
b) En procédure administrative	121
c) En procédure pénale	121
■ <i>La responsabilité de l'expert</i>	122
a) La sanction disciplinaire	122
b) La responsabilité civile	123
c) La responsabilité pénale	123
d) La responsabilité administrative	124
e) Les dommages-intérêts en droit administratif	124
<b>4 – Une expertise de qualité en vue d'une exploitation optimale</b>	<b>124</b>
■ <i>La stratégie des parties</i>	124
■ <i>L'opposabilité du rapport</i>	125
■ <i>La liberté du juge quant aux conclusions</i>	126

# 3

## État des lieux

### Chapitre 6 – Problématiques de l'expertise judiciaire en France

**131**

<b>1 – La justice et le justiciable comme unique raison d'être</b>	<b>131</b>
■ <i>Mise au point : le droit, la science et les techniques</i>	131
■ <i>Une meilleure sélection des experts lors de la demande d'inscription</i>	132
■ <i>La formation des experts</i>	132
■ <i>La relation entre le magistrat et l'expert</i>	133
■ <i>Le choix de la mesure</i>	133
■ <i>L'information des juges et des justiciables</i>	134
■ <i>La garantie d'opérations expertales irréprochables</i>	135

<b>2 – Connaissance et reconnaissance de l'expertise judiciaire</b>	<b>136</b>
■ <i>L'expertise judiciaire, collaboratrice d'une institution en quête de reconnaissance</i>	136
■ <i>La dispersion des textes et l'inévitable errance d'une discipline sans véritable statut</i>	137
■ <i>Notion à géométrie variable et attitudes contre productives</i>	137
<b>Chapitre 7 – Problématiques de l'expertise judiciaire en Europe</b>	<b>139</b>
<b>1 – L'Europe, diversités et ambivalences</b>	<b>139</b>
■ <i>Un puzzle de règles et de conceptions</i>	139
■ <i>Ambivalences européennes</i>	140
■ <i>Ambivalences à la française</i>	141
<b>2 – Harmoniser pour trouver le juste accord</b>	<b>142</b>
■ <i>L'unique mélodie préexistante, la justice</i>	142
■ <i>Les prémices d'une harmonisation</i>	142
a) <i>La commission européenne pour l'efficacité de la justice</i>	143
b) <i>Le projet « Eurexpertise »</i>	143
c) <i>Le colloque européen de Bruxelles des 16 et 17 mars 2012</i>	143
d) <i>La norme NF EN</i>	143
e) <i>La Commission europe du Conseil national des Compagnies d'Experts de Justice</i>	143
<b>Lexique</b>	<b>145</b>
<b>Bibliographie</b>	<b>147</b>